ENJEUX ET DEFIS

DE L'INTEGRATION DE LA TURQUIE

DANS L'UNION EUROPEENNE

CEN d'ALES de CORBET

DIVISION A
GROUPE 6

FICHE DE PRESENTATION

TITRE : ENJEUX ET DEFIS DE L'INTEGRATION DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPEENNE

AUTEUR : CEN (TA) d'ALES de CORBET

REMIS LE : 21 JUIN 2000

DIVISION : A

MEMOIRE D'ETUDE DIRIGEE DE GEOPOLITIQUE

RESUME : La Turquie est à une période charnière de son histoire. Sa situation intérieure révèle les difficultés qu'elle traverse. La crise identitaire qui la secoue traduit les fractures de sa société. Déchirée entre le laïcisme historique et l'islamisme des laisser pour compte, entre le nationalisme imposé et le réveil des particularismes, elle doit en outre supporter l'impéritie de la classe politique. L'armée tente de préserver un équilibre fragile que la persistance de la crise économique pourrait faire éclater.

Ces défis ne doivent pas occulter les enjeux que représente la Turquie dans une région libérée du joug communiste. Monsieur Pierre Béhar établit une similitude entre les destins de l'Allemagne et de la Turquie qui se retrouvent après l'effondrement de l'Union soviétique, au centre de deux mondes, d'un côté l'Europe, de l'autre un ensemble qui va de Gibraltar à la Chine.

L'avenir de l'Europe pourrait bien dépendre des alliances futures de la Turquie et donc « du côté où elle va tomber ».

La reconnaissance de la candidature de la Turquie semble mettre un terme au processus progressif et dangereux de rejet de ce pays. Mais la crise d'identité turque ne renvoie t - elle pas l'Europe à sa propre crise d'identité ? La question des limites de l'Europe est devenue essentielle. L'enjeu est devenu suffisamment important pour que le problème des frontières européennes soit l'objet d'un véritable débat tenu par les Européens.

MOTS CLES : TURQUIE, NATIONALISME, TRANSCAUCASIE, ASIE CENTRALE, GRECE, MER EGEE, PETROLE, ATATURK

Sommaire

Introduction ……..4

1/ Une puissance en quête d'identité, dont l'équilibre intérieur reste fragile. ……..5

11/ Une société fragmentée……..6

Un dynamisme démographique inégalement réparti……6

Le réveil des particularismes……..7

Islam et laïcité……...8

Une crise culturelle profonde……9

12/ Une économie à deux vitesses……10

La vitrine de l'économie turque……10

L'absence d'une stratégie économique viable……..12

13/ Un système politique divisé et sous surveillance……13

L'héritage du père fondateur de la Turquie……...13

La fragmentation du pouvoir politique……14

L'omniprésence de l'armée……..15

2/ La renaissance d'une puissance régionale au cœur d'un monde imprévisible. ……17

21/ Un environnement géopolitique complexe……18

L'Asie centrale et la Transcaucasie, un nouvel Eldorado pétrolifère ?……18

Le Moyen – Orient, enjeu de toutes les ambitions et les craintes……21

Les Balkans, éternel théâtre de conflits ? ……23

22/ Les défis géostratégiques de la Turquie……25

Les atouts de la géographie turque……25

Le réalisme stabilisateur de la Turquie en Asie centrale et en Transcaucasie……26

Les conflits potentiels au Moyen – Orient et avec la Grèce……28

Conclusion ……..31

Bibliographie……...33

La Turquie d'aujourd'hui est d'une grande complexité. Pour saisir toutes ses subtilités, il est possible de se référer à l'Empire ottoman, à l'idéologie laissée par Mustapha Kémal, à l'islam, à l'histoire des civilisations ou encore à la géographie. Quelles que soient les approches suivies, l'observateur ne peut rester insensible à la situation de ce pont ou de ce barrage entre plusieurs civilisations, religions, peuples que l'Histoire a souvent précipités dans de violents conflits. Les croisades, l'éternelle question d'Orient, le génocide arménien sont autant de témoignages de ces périodes agitées.

L'espace de la Turquie et son peuple ne sont jamais restés passifs pendant les grandes étapes de l'Histoire. Tour à tour, bourreaux et victimes, ils se sont toujours trouvés au cœur de la conjugaison de forces centrifuges et centripètes.

Il est donc logique que cet Etat laïque et musulman, partagé entre l'Orient et l'Occident, soit l'objet d'une fascination mêlée de perplexité. Qu'elle soit aimée ou détestée, la Turquie ne laisse pas indifférent.

C'est la raison pour laquelle, cette étude s'est attachée à essayer de démêler l'écheveau turc dans la perspective d'une intégration à l'Union Européenne. Car la Turquie n'existe que par son environnement géopolitique mouvant. L'idée sous - tendue ici - sans doute osée voire provocatrice - est qu'une partie de l'avenir de l'Europe se joue sur les hauts plateaux d'Anatolie, sur la chaîne pontique et sur le Taurus. Les enjeux, mais aussi et surtout, les défis que la Turquie recèle, ne peuvent pas laisser place à l'indifférence. Les difficultés sont nombreuses et parfois graves. La détérioration du tissu social, la répression des particularismes, l'omniprésence de l'armée en sont une illustration partielle. Mais les enjeux sont incomparables, pour la Turquie, pour la stabilité de la région, et pour l'Europe elle-même.

Pour s'en convaincre, il est nécessaire de mesurer ces défis au travers des forces et des faiblesses inhérentes à la Turquie, puis d'appréhender les défis qui se présentent au sein de son environnement.

❖
❖ ❖
❖

1/ Une puissance en quête d'identité, dont l'équilibre intérieur reste fragile.

La Turquie offre un paysage intérieur original et particulièrement contrasté. Traditionnellement, deux visions de ce pays s'affrontent.

La première présente la Turquie comme une démocratie méritante, dont l'économie fera un dragon européen dans les prochaines années. Elle apparaît ainsi comme une réponse à la montée du fondamentalisme islamique et doit à ce titre être encouragée. Bonne élève de l'Alliance atlantique, elle fut le rempart occidental contre le communisme durant plus de quarante ans. Elle continue aujourd'hui à honorer le rôle qui lui est confié face à l'Irak, malgré le sacrifice financier et commercial que représente la fermeture du débouché irakien. Ce point de vue est celui des craintes vis à vis de l'islam, et des partisans de l'intégration européenne au nom d'une grande Europe.

A l'inverse, une deuxième école dénonce les dérives de la Turquie, notamment sur le plan intérieur. Après avoir rappelé que celle – ci n'est pas européenne géographiquement et historiquement, ces adversaires déclarés du régime d'Ankara s'attachent à démontrer que la violation des droits de l'homme, l'omniprésence des militaires et la montée de l'islamisme sont autant d'obstacles pour une intégration, dès lors inconcevable. La persistance d'une profonde crise économique qui maintient une partie importante de la population dans la pauvreté renforce la conviction des opposants à la Turquie jugée comme un pays sous- développé.

La réalité se trouve vraisemblablement entre ces deux thèses antagonistes qui ne font que refléter la crise d'identité turque. Partagée entre la laïcité et l'islam, entre la démocratie et les tentations de l'autoritarisme, entre l'héritage ottoman et la modernité, la Turquie cherche sa voie sans véritablement donner l'impression de vouloir choisir un camp. Même si la majorité des élites souhaite un ancrage à l'Ouest, les sirènes orientales restent présentes dans la mentalité turque.

Cette crise d'identité a pour corollaire un équilibre intérieur fragile qui peut être analysé sous l'angle de trois processus fragmentaires qui sont la fragmentation de la société turque, une économie à deux vitesses et les divisions du système politique placé sous la surveillance de l'armée.

❖❖❖

11/ Une société fragmentée

La société turque recèle tous les atouts nécessaires à l'établissement du statut de puissance de son pays. La population a quadruplé en soixante – dix ans.
Toutefois, la dichotomie qui la caractérise, interdit toute perspective d'unité et pourrait conduire la Turquie dans une situation de guerre civile que la question kurde illustre de triste manière. De la même façon, le cadre universaliste initié par les fondateurs de la république apparaît de plus en plus étroit et ne semble plus pouvoir répondre aux défis posés par la crise identitaire illustrée par le réveil des particularismes.
Cette fragmentation de la société, dont le dynamisme démographique est réel, apparaît dans les domaines de la citoyenneté, de la religion et de la culture.

Un dynamisme démographique inégalement réparti.

La Turquie connaît une démographie galopante proche de celles du Sud. Dans vingt ans, elle atteindra près de quatre vingt dix millions d'habitants[1] ce qui fait du pays, l'Etat le plus peuplé de la région mais aussi le seul en Europe dont la majorité de la population a moins de trente ans. La population est inégalement répartie : à Istanbul, la population s'accroît de six cent cinquante mille habitants par an et la ville compte désormais près de seize millions d'habitants. Ce développement de la concentration urbaine risque de fragiliser les franges les plus pauvres de la population en les rendant perméables aux thèses islamistes extrémistes. Ces mouvements migratoires qui concernent aussi Ankara (quatre millions d'habitants), s'effectuent essentiellement des plateaux anatoliens à l'Est du pays vers l'Ouest. Ils traduisent aussi des différences marquées entre ces deux régions : l'Est connaît véritablement une démographie galopante avec un taux de fécondité de 3,5 enfants par femme alors que ce taux dans la région d'Istanbul ne dépasse pas 1,5. Cette disparité est importante car elle se retrouve dans le domaine de la nationalité et de l'économie et elle explique en partie les difficultés rencontrées par la société turque.

[1] « la situation de l'économie turque » in la Documentation française

La population est en outre hétérogène avec une forte minorité kurde (douze millions) concentrée essentiellement en Anatolie et quarante mille Grecs regroupés autour du patriarche de Constantinople. La forte émigration vers les pays d'Europe occidentale (un million et demi) notamment en Allemagne joue également un rôle non négligeable sur le plan politique et économique.

Le réveil des particularismes.

Le problème de la citoyenneté et de la nationalité est la conséquence des objectifs identitaires de la politique turque. La « turcification » de la population visait à en faire le ciment de la société afin d'obtenir l'unité. Les méthodes employées ont conduit à l'exclusion de facto des Kurdes et au renforcement de leur identité. Ce peuple partagé entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran est à la recherche d'une identité culturelle et territoriale inassouvie depuis le traité de Sèvres en 1920. Il est à l'origine d'un des mouvements politiques les plus violents de l'histoire, le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a pour objectif la création d'un Etat communiste indépendant s'étendant sur les quatre pays concernés. Disposant d'une armée de sept mille à dix mille guérilleros installés dans le Sud – Est anatolien, en Syrie, en Irak, en Iran et au Liban, il est en conflit ouvert avec les autorités turques depuis 1984. La Turquie est intervenue en Irak avec un volume de forces militaires conséquent afin de détruire les bases arrières du PKK. L'arrestation du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, a été obtenue par des menaces de guerre vis à vis de la Syrie où se réfugiait le leader kurde. La Turquie qui considère que ce mouvement est une atteinte à son intégrité territoriale a apporté une réponse militaire à la question kurde et en quinze ans, le conflit a fait près de trente mille morts.

Au – delà de ce bref résumé, la question kurde soulève quelques remarques de fond. En premier lieu, le mouvement kurde souffre de profondes divisions internes qui limitent actuellement les perspectives d'un accord. Cependant, l'unification des partis kurdes irakiens – obtenue par la politique américaine, pour s'opposer à Saddam Hussein – pourrait constituer l'embryon d'un regroupement de l'ensemble du peuple kurde. Certes cette perspective est encore lointaine, mais le cas palestinien peut faire école avec toutes les conséquences imaginables …

En second lieu, le problème kurde demeure un obstacle sérieux à l'intégration européenne de la Turquie, même s'il fut discrètement abordé au sommet d'Helsinki.
Enfin la répression sanglante de ce problème appelle deux conclusions : l'armée reste un élément fondamental du paysage politique turc (ce point sera développé plus loin), l'armée ayant obtenu un blanc – seing pour l'éradication de la guérilla. D'autre part, le nationalisme turc, s'il demeure le ciment de la société, n'est conçu par le pouvoir, que dans une nation où la pluralité ethnique et culturelle n'est pas à l'ordre du jour, dut – elle être combattue au mépris des droits de l'homme. Ces éléments caractéristiques se retrouvent également, sous des formes différentes, sur la religion.

Islam et laïcité

La question de la religion en Turquie est indissociable de la question laïque. Toutes deux sont liées à la conception de l'Etat et de la société du fondateur de la république, Mustapha Kémal. Le pays a pu ainsi apparaître comme un rempart face aux mouvements fondamentalistes et intégristes grâce à l'originalité des liens entre l'Etat et l'islam. L'arrivée au pouvoir du parti islamique de la prospérité (Refah) puis son éviction ont suscité de nombreuses interrogations. Cette dualité de l'islam et de la laïcité est un élément fondamental de la compréhension de la Turquie car il symbolise à la fois la crise identitaire qu'elle traverse et les objectifs de sa politique intérieure, islamisation et occidentalisation.
La Turquie n'a jamais cessé d'être un pays musulman même si l'islam n'est plus depuis 1928 la religion d'Etat. Ce dernier contrôle et subventionne le culte par l'intermédiaire d'une direction des affaires religieuses, mais toutes les constitutions se réfèrent au principe de laïcité et interdisent toute modification des institutions allant dans le sens d'une théocratie. Cette laïcité d'un type particulier ne fait que reprendre la tradition ottomane qui distinguait déjà la loi de l'Etat et la loi religieuse. A côté de l'islam public s'est développé un islam privé organisé en confréries. Certains analystes estiment que le jeu politique turc, soixante dix ans après la révolution kémaliste, n'est plus qu'un affrontement entre confréries d'obédiences diverses, par formations laïques interposées. De son côté, la laïcité trouve un soutien inconditionnel de la part de milieux dirigeants et notamment de la part de l'armée.

Entre ces deux sphères d'influence, le balancier oscille au gré du contexte. Ainsi, après des décennies de laïcisme vigoureux et d'oubli délibéré de l'histoire ottomane et musulmane du pays, l'islamisme a profité de la dégradation socio - économique du pays pour atteindre le pouvoir. Toutefois la crainte d'une remise en cause des acquis laïques provoqua l'éviction du Refah du pouvoir.

Parallèlement à ce mouvement de balancier, la promotion d'un « sunnisme laïcisé » a de facto exclu les Alevis, minorité dissidente de l'islam proche du chiisme. Elle représenterait le quart de la population turque. Jugée comme hérétique par les fondamentalistes, elle s'est progressivement radicalisée au point de mener une guérilla sur les côtes de la Mer Noire et en Anatolie centrale, rejetant le système politique en place.

Cette situation traduit l'intransigeance et l'activisme de ce nationalisme religieux proche du nationalisme ethnique précédemment présenté. Elle illustre également la crise identitaire qui, bien que ne pouvant à elle seule expliquer les problèmes auxquels se heurte la Turquie, est bien réelle.

Une crise culturelle profonde.

Elle a même tendance à s'aggraver au fur et à mesure que les individus et les groupes sociaux subissent l'inflation, le chômage ou encore une inégalité de revenus choquante. La crise sociale, économique et politique, devenue chronique, pourrait entraîner des risques d'anomie sociale.

L'accroissement des écarts entre les catégories sociales, le désarroi des classes moyennes rendent délicat le passage à une identité supérieure commune. Ces « laisser pour compte », pour se sécuriser et dans l'espoir d'en tirer un profit personnel, semblent se retourner vers des formes d'identification religieuse ou ethnique. C'est en quelque sorte la révolte des identités périphériques qui se sentent exclues contre les identités imposées par le centre. En d'autres termes, l'Etat est en passe de perdre le contrôle du processus qui lui conférait sa légitimité.

Les intellectuels qui jusqu'alors se posaient en défenseurs de la modernisation et de l'occidentalisation par le haut, ont progressivement modifié leurs réflexions. Faisant peu de cas des doits individuels il y a peu, ils assurent désormais la défense des

libertés et droits fondamentaux et s'efforcent de promouvoir la promotion d'une société civile, indépendante de l'Etat.

La société turque traverse actuellement une crise profonde. Les retards de la modernisation et la crise de l'Etat providence rendent le terrain propice à des revendications multiples. Ces dernières se heurtent à un nationalisme rigide et offensif imposé par le pouvoir. L'intolérance à l'égard des nationalismes ethniques et religieux renforce les convictions ce ceux qui les véhiculent, rendant ainsi l'équilibre intérieur de la Turquie toujours plus fragile. Cette fragilité se retrouve également dans l'économie dont les résultats sont contradictoires.

❖❖❖

12/ Une économie à deux vitesses.

L'économie turque offre deux visages : celui d'un pays dont le dynamisme économique devrait lui permettre d'accéder au rang de nouveau pays industrialisé, et de prétendre légitimement à l'intégration dans l'Union Européenne ; l'autre face moins glorieuse faite d'archaïsme compensé par une économie parallèle florissante entretenue par l'incurie de la classe politique.
Cette dualité est tout à la fois le moteur des ambitions politiques turques, mais aussi un frein puissant à la mise en œuvre de ces velléités. Elle est également à la fois cause et conséquence de la fragilité de l'équilibre intérieur. Pour s'en convaincre, il est nécessaire d'appréhender successivement ces deux facettes d'une économie qui reste un catalyseur de l'avenir.

La vitrine de l'économie turque.

Le dynamisme économique de la Turquie est incontestable.

Après une grave crise des paiements due à une mauvaise gestion du premier choc pétrolier, elle a procédé, sous l'impulsion du président Turgut Özal, à un ajustement considéré comme un modèle. La politique de déréglementation des échanges et d'ouverture lui a permis de faire de redresser une situation compromise. Elle a connu une croissance moyenne de 6% qui la classait en tête de l'OCDE. La libre convertibilité de la livre turque, l'abolition du contrôle des échanges, la réforme de la politique monétaire et l'amorce de restructuration et de privatisation du secteur public en furent les instruments. La création de zones franches destinées à accueillir les investisseurs étrangers connut un engouement sans précédent : avec un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de dollars[2], elles représentent une part croissante des échanges commerciaux turcs. Ces zones sont désormais parmi les plus performantes au monde.

Dépourvue de toute ressource pétrolifère, la Turquie s'est efforcée de devenir le lieu de transit incontournable du commerce et des hydrocarbures de l'Asie centrale. La perspective d'un oléoduc traversant l'Anatolie pour déboucher en Méditerranée est l'assurance d'une rente financière conséquente.

La Turquie a aussi manifesté son dynamisme en Asie centrale où elle fut l'inspiratrice de l'organisation de coopération économique en Mer Noire. Ses entreprises, particulièrement dans le bâtiment et les travaux publics, ont remporté de flatteurs succès dans les nouvelles républiques d'Asie centrale qui représentent un débouché prometteur.

Parmi les entreprises les plus importantes, figure le grand projet anatolien (GAP). Ce projet que certains n'hésitent pas à qualifier de pharaonique vise à stabiliser et à développer le Sud – Est anatolien traditionnellement occupé par la population kurde. Lancé en 1989, il concerne environ 10% de la population et du territoire et devrait fournir trois millions d'emplois. Avec vingt - deux barrages et dix - neuf centrales hydroélectriques sur le Tigre et l'Euphrate, il devrait fournir au pays 60% de son électricité et permettre d'irriguer 1,7 millions d'hectares cultivés. Ceci permettra d'augmenter les rendements et de diversifier les cultures. L'ensemble du projet sera achevé vers 2010 – 2015 et aura coûté trente deux milliards de dollars dont près de la moitié a déjà été financée. L'Union européenne participe au financement de ce projet et la France assure l'ingénierie du système d'irrigation. Cet effort considérable

[2] « la situation de l'économie turque » in la Documentation française

sera accompagné d'un plan de développement des voies de communication qui sont aussi un bon moyen de contrôler la région.
Si l'économie turque peut - à juste titre – se prévaloir de beaux succès, il n'en demeure pas moins que la réalité quotidienne est beaucoup moins flatteuse.

L'absence d'une stratégie économique viable.

En effet, le pays traverse une crise économique endémique entretenue par des déséquilibres profonds qui génèrent une économie parallèle florissante.
Les indicateurs classiques illustrent cet état de fait en s'inscrivant dans la durée : la dette extérieure est l'une des plus élevées au monde ; l'inflation stagne autour de 80%[3] ; le chômage reste élevé et la balance commerciale est largement déficitaire ; enfin le PIB / habitant, s'il atteint deux mille huit cent dollars, n'efface pas les disparités qui confinent une partie importante de la société au seuil de la pauvreté. Ces disparités apparaissent dans une ligne de fracture assez franche, entre l'Ouest et l'Est du pays. A l'Ouest, vit une Turquie développée et industrielle ; à l'Est, l'économie rurale est arriérée.
La crise est le plus souvent accompagnée du développement d'une économie parallèle. La Turquie n'échappe pas à cette règle. Cette économie grise représenterait 60%[4] de l'économie officielle. Le trafic de drogue en est l'élément essentiel. Selon le département d'Etat américain, 75% de l'héroïne saisie en Europe est fabriquée ou provient de la Turquie. Ce trafic rapporterait vingt cinq milliards de dollars par an dont une partie de la classe politique et de l'armée ainsi que les forces paramilitaires se disputeraient la distribution. Cette économie parallèle fausse toutes les données, en particulier celles de la fiscalité directe qui, n'étant payée que par 15%[5] de la population, est plus lourde et favorise d'autant l'évasion fiscale.

Les contrastes de l'économie turque ne facilitent donc pas le dialogue avec l'Union européenne sur une intégration prochaine. Malgré des signes encourageants (la croissance se stabilise à 6%), les faiblesses structurelles sont de nature à prolonger

[3] RAMSES 2000, édition DUNOD
[4] Rapport IHEDN, revue Athéna
[5] id réf 4

dans la durée les difficultés étudiées. L'avenir demeure donc incertain pour cette économie intermédiaire. Il est indispensable que les autorités politiques définissent une stratégie crédible à moyen terme et assainissent les finances publiques pour éviter une dégradation de la confiance et de la stabilisation de l'économie. La crise sociale induite par les problèmes économiques est de nature à rompre un équilibre toujours plus précaire. L'instabilité politique qui se manifeste depuis une dizaine d'années n'est pas un gage de réussite.

❖❖❖

13/ Un système politique divisé et sous surveillance.

La crise identitaire et économique de la société turque trouve ses causes profondes dans la nature même du pouvoir politique. Les rivalités qui l'agitent et le jacobinisme qui le caractérise sont du reste un frein aux ambitions extérieures turques. Mais surtout, il apporte une réponse inadaptée aux évolutions de la société et à ses nouvelles aspirations. En effet incapable de se libérer du poids de l'héritage d'Atatürk, il souffre d'un discrédit croissant, motivé par les rivalités intestines et la corruption ; enfin la puissance omniprésente de l'armée limite singulièrement toute velléité d'ouverture.

L'héritage du père fondateur de la Turquie.

Il est impossible d'évoquer la Turquie sans rappeler l'œuvre de son père fondateur, Mustapha Kémal (Atatürk) et l'héritage qu'il laissa.
La défaite de l'Empire ottoman en 1918 et son démembrement en 1920, au traité de Sèvres, provoquent une réaction violente conduite par le général Kémal. Après la défaite des Grecs et de l'armée du sultan d'Istanbul, le traité de Lausanne consacre en 1923 la libération du territoire turc. Président immédiatement désigné, Atatürk se lance dans une impressionnante série de réformes, avec une volonté farouche, pour moderniser son pays. Il considère que l'emprise totalitaire de l'islam est une des

causes essentielles du retard pris par le pays vers sa modernisation. Il s'attaque donc à tous les aspects de la vie : quotidien, religion, structures étatiques. Dans une première phase, il modifie le dispositif institutionnel et impose la laïcité. Puis il s'évertue à forger une véritable nation turque en amalgamant les populations. Enfin, il pratique une politique volontariste d'industrialisation d'inspiration libérale. La crise de 1929 l'oblige à s'orienter vers le dirigisme et le protectionnisme. La brutalité de ces changements provoqua de vives résistances qui furent aussitôt écrasées. A sa mort en 1938, le bilan est contrasté : d'importants progrès ont été réalisés dans le domaine scolaire, culturel et économique. Cependant, la démocratie n'est pas encore totalement installée.

Il n'en demeure pas moins que trois des principes fondateurs restent d'actualité : le nationalisme, la laïcité, l'occidentalisation. La Turquie est aujourd'hui une république parlementaire monocamérale dont la constitution a été adoptée en 1982.

La fragmentation du pouvoir politique.

Aujourd'hui, le pouvoir est l'objet du troisième processus de fragmentation, qui paralyse toute volonté de réforme en profondeur. Il jette un discrédit inquiétant sur l'ensemble de la classe politique qui reste sous l'étroite surveillance de l'armée.

La Turquie est un des rares pays musulmans dans lequel le multipartisme anime la vie politique. Cependant, le climat est délétère entre les différents acteurs. Sept partis politiques sont représentés à l'Assemblée nationale : le parti de la juste voie de madame Ciller et monsieur Demirel, actuel président de la république et le parti de la mère patrie de monsieur Yilmaz constituent une droite incapable de s'entendre ; à gauche, on trouve le parti populaire républicain de monsieur Baykal et le parti de la gauche démocratique de monsieur Ecevit, actuel Premier ministre ; on trouve également le parti de la droite radicale de monsieur Bahceli et le parti islamiste de la vertu qui sont sortis vainqueurs des élections de 1999. La multitude de partis dont aucun ne parvient à dégager une majorité de suffrages, et les jeux politiciens auxquels s'adonne la classe politique renvoient aux calendes grecques les réformes de fond qui sont nécessaires. Le pouvoir est toujours contraint de composer une alliance de circonstances entre des partis aux convictions diverses.

En outre le clientélisme qui caractérise la vie politique turque favorise une pratique généralisée de la corruption qui provoque le discrédit de la classe politique. Ce rejet est naturellement un terreau très favorable aux thèses islamistes. Cette situation remet donc gravement en cause l'équilibre social du pays et nuit aux ambitions extérieures de la Turquie.

Elle profite également à la tutelle du Conseil national de sécurité (MGK) dominé par les militaires, qui, bien qu'en nombre égal avec les ministres, détiennent le secrétariat général, ce qui prive le politique de toute initiative et de participation aux travaux de planification. Ce conseil de sécurité exerce par le biais de « recommandations », le contrôle du gouvernement. Il a ainsi provoqué le renversement du gouvernement de coalition islamo – conservateur de monsieur Erbakan et de madame Ciller en 1997. Mais la tutelle de fait du MGK n'est pas porteuse de la cohésion au sommet de l'Etat : on assiste depuis dix ans à la « perte du monopole légitime de l'Etat sur les instruments de violence ». Le développement de milices fortes de cent mille hommes et de services de renseignements surarmés a des liens très forts avec le trafic de drogue qui « rapporterait au pays» vingt cinq milliards de dollars. Le partage de cette manne provoque une guerre fratricide au sommet de l'Etat, marquée par la multiplication des enlèvements et des assassinats, et qui est à l'origine du renversement du gouvernement de monsieur Yilmaz. L'armée occupe donc une place déterminante dans le jeu politique turc et son rôle est pour le moins controversé.

L'omniprésence de l'armée.

La République de Turquie doit son existence aux forces armées qui ont obtenu son indépendance et veillent depuis à sa pérennité. Si l'héritage politique et social d'Atatürk est indissociable de l'évolution du pays, les armées en sont le gardien sourcilleux.

L'armée est omniprésente en Turquie par son volume, son action et sa place dans la vie politique. Avec près de six cent quarante mille hommes auxquels s'ajoutent les forces paramilitaires estimées à cent quatre vingt mille hommes, elle est présente dans la vie sociale du pays et demeure le meilleur moyen d'ascension sociale pour

les plus défavorisés. Ses crédits représentent 4,2% du PIB et 10,5% du budget. Elle participe à la lutte contre le terrorisme et bénéficie d'une excellente assise populaire. Son action ne se limite pas aux questions de sécurité intérieure et extérieure.
Sa « participation » à la vie politique est assurée par sa présence au sommet de l'Etat : outre le conseil national de sécurité, le chef d'état – major général est protocolairement le quatrième personnage de l'Etat devant les ministres …
Les militaires sont les gardiens de la laïcité et n'hésitent pas à intervenir si elle est en danger. Ainsi, en vingt ans, ils ont procédé à quatre coups d'état (1960, 1971, 1980 et 1997) et en ont profité en 1982 pour imposer une nouvelle constitution qui garantit leur place dans la hiérarchie de l'Etat. Toutefois, cet autoritarisme laïque reste un frein au développement d'une démocratie véritablement libérale, même s'il faut reconnaître que face à l'impéritie de la classe politique, il représente le seul rempart à l'islamisme.

Les visages contrastés qu'offre la Turquie aux observateurs laissent une impression de fascination mêlée de perplexité. Comment un Etat au tel potentiel humain et économique peut – il sortir des contradictions dont il se nourrit ? La question semble ne pas offrir de réponse, tant les blocages sont importants. La crise d'identité et la fragilité de l'équilibre intérieur sont des témoins à suivre attentivement pour comprendre l'évolution qui sera prise dans les années à venir. Car la question fondamentale est bien là. La Turquie est à un tournant de son histoire et même si les obstacles sont réels, l'Europe ne peut pas rester indifférente à l'avenir d'un Etat frontalier dont les potentialités humaines et économiques n'ont d'égales que ses atouts géostratégiques.

❖
❖ ❖
❖

2/ La renaissance d’une puissance régionale au cœur d’un monde imprévisible.

L’image qu’a généralement l’opinion publique de la politique extérieure d’Ankara est souvent réduite au différend gréco - turc sur l’île de Chypre et à la demande d’intégration à l’Union européenne. Pourtant la Turquie exerce un jeu beaucoup plus subtil dans la région. Sa spécificité réside dans son appartenance à plusieurs sous-systèmes qui rendent l’étude de sa politique extérieure particulièrement intéressante mais aussi extrêmement délicate.

Le bouleversement de l’environnement géopolitique au début des années quatre - vingt dix (guerre du Golfe, éclatement de la Yougoslavie, effondrement de l ‘ Union soviétique) a de plus singulièrement modifié les données en ouvrant de nouvelles aires d’influence potentielles.

Ainsi les diverses tentatives d’interprétation du jeu de la Turquie se caractérisent par leurs divergences voire par des passions antagonistes. A titre d’exemple ce pays est pour certains un pont entre l’orient et l’occident, alors que pour d’autres, il constitue un barrage hermétique entre l’Europe et l’Asie, entre la Chrétienté et l’Islam.

Alors que la candidature d’Ankara a été acceptée lors du sommet d’Helsinki mais que les perspectives réelles d’intégration à l’Union Européenne semblent encore très éloignées, il paraît nécessaire de se prononcer sur cette volonté de s’ancrer à l’occident.

Il s’avère que le rejet ou l’isolement de la Turquie pourrait la conduire à mener une politique étrangère et de sécurité beaucoup plus autonome. Or ce risque pourrait introduire une marge supplémentaire d’imprévisibilité dans une partie du monde déjà très instable.

En outre, la montée d’un nationalisme subséquent peut se traduire à long terme par la volonté de se doter de l’arme nucléaire pour garantir son indépendance nationale dans un contexte de crise de confiance généralisée.

Mais surtout si l’Europe entend assumer sa vocation de grande puissance, elle se devra d’être présente aussi bien en Asie centrale qu’au Moyen – Orient. La Turquie représente le vecteur majeur de ce projet en raison de sa position et des liens (plus ou moins amicaux) qu’elle entretient dans la région.

C’est la raison majeure pour laquelle l’Europe ne peut écarter éternellement la candidature turque malgré les obstacles évoqués précédemment.
Aussi, pour mesurer l’enjeu de cette question et tenter de percer les prolongements de la « question d’Orient », il faut reconnaître que les analyses réalisées sur la politique extérieure de la Turquie et sur son rôle dans la région s’accordent au moins sur trois traits essentiels : la complexité de la situation géopolitique, illustrée par la nouvelle donne géopolitique, et l’importance géostratégique de ce pays justifiée par sa position centrale.

❖❖❖

21/ Un environnement géopolitique complexe.

La Turquie se trouve au carrefour de régions dont l’importance géostratégique - nouvelle ou ancienne – n’a d’égale que l’instabilité. Ces régions représentent soit des aires potentielles d’influence, soit des menaces pour sa sécurité. Mais elles sont l’objet d’une attention particulière des Etats – Unis et des grandes puissances européennes et même des puissances asiatiques, ce qui souligne le caractère stratégique de cet environnement mais aussi sa complexité. L’Asie centrale et la Transcaucasie, le Moyen – Orient, les Balkans sont donc indissociables de la compréhension de la politique extérieure de la Turquie.

❖❖❖

L’Asie centrale et la Transcaucasie, un nouvel Eldorado pétrolifère ?

L’Asie centrale, trait d’union entre plusieurs aires culturelles, couvre un espace de près de quatre millions de kilomètres carrés, peuplé de cinquante trois millions

d'habitants. Elle rassemble cinq Etats, autrefois républiques soviétiques : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.
La Transcaucasie, située au sud de la chaîne montagneuse du Caucase, aux dimensions territoriales et humaines plus réduites, regroupe la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi que les républiques russes les plus méridionales (Ossétie, Tchétchénie, Daghestan).

La première caractéristique de ces régions fut leur récente et brutale accession à l'indépendance. Les jeunes républiques voulurent rompre avec le système soviétique.
En Asie centrale, les cinq nouveaux Etats furent très rapidement confrontés à des pressions internes et extérieures. La diversité ethnique et le caractère artificiel des frontières risquaient de provoquer une forte instabilité. La disparition de l'URSS laissait le champ libre à la Turquie et à l'Iran, cette région connaissant une forte ascension de l'islam et une tradition turcophone marquée. Enfin la Russie s'est efforcée de restaurer son influence par des pressions de tous ordres. Ainsi cette région a été et demeure le théâtre d'affrontements des politiques d'influence des puissances régionales.
La persistance de conflits ouverts ou larvés a marqué les premières années de l'indépendance en Transcaucasie. La Russie a tenté de maintenir sa présence à travers la Communauté des Etats indépendants et entretient par ce biais des troupes et des gardes – frontières, à l'image de la Géorgie où se trouvent quatre bases militaires russes. Elle persiste à vouloir inclure la région dans sa zone d'influence et à y jouer seule les « jeux onusiens » en matière de maintien de la paix. C'est pourquoi elle a demandé des dérogations à la répartition des moyens militaires imposée par le traité FCE. La Transcaucasie constitue en effet à ses yeux sa ligne de sécurité.

Cette lutte d'influences se trouve exacerbée par la « redécouverte » de la Mer Caspienne et de son réservoir d'hydrocarbures qui en ferait le deuxième exportateur mondial. Les gisements de Bakou, de la Mer Caspienne et du Turkménistan sont en effet considérables, bien que contestés. Mais ils souffrent d'un enclavement qui rend vitales les voies d'acheminement du pétrole et du gaz jusqu'aux ports exportateurs. Trois solutions sont étudiées : la première, déjà existante, arrive en Mer Noire à

Batoumi, port géorgien. Ce tracé dicté par la géographie et le financement est sans doute le plus simple techniquement. La seconde prévoit la traversée de la Tchétchénie pour déboucher également en Mer Noire sur le port russe de Novorossijsk. La troisième, soutenue par les Américains, emprunte un tracé entre Bakou et Ceyhan, port turc qui présente l'avantage de se situer en Méditerranée. Les problèmes posés par ces tracés ne sont pas de nature financière mais stratégique. Car ce qui est en jeu, c'est l'influence de la Russie, de la Turquie et de l'Iran dans la région. En effet, les investissements financiers nécessaires ne viendront pas de ces pays mais de compagnies occidentales, japonaises ou coréennes, ce qui explique la distance croissante mise entre la Russie et ses anciennes républiques et l'engagement des Etats – Unis dans la région.
Les priorités géopolitiques des Américains sont en effet d'éviter de se voir écartés du continent eurasiatique et d'obtenir un libre accès aux richesses gazières et pétrolières de la Mer Caspienne.

Aussi, en raison du jeu des politiques d'influence dont essayent de tirer partie les jeunes républiques et des conflits de Transcaucasie, des relations bilatérales et des jeux d'alliances, essentiellement économiques, ont été créés ou élargis.
En premier lieu, l'Organisation de la coopération économique a été fondée en 1985 par la Turquie, l'Iran et le Pakistan puis étendue en 1992 à l'Afghanistan, à l'Azerbaïdjan, et aux cinq républiques d'Asie centrale. Bien que ses membres aient décidé, en 1996, d'établir une concertation destinée à renforcer la « confiance mutuelle », l'organisation n'a pas vocation à examiner les questions politiques. Il s'agit avant tout d'un forum privilégié pour la résolution des problèmes pétroliers (tracé des oléoducs, statut de la Mer Caspienne) essentiels à leur développement économique. L'OCE n'en demeure pas moins affectée par les conflits d'ambition entre les trois membres fondateurs. La question afghane constitue le théâtre d'une lutte d'influence entre l'Iran et le Pakistan. Ces deux Etats entendent en outre bénéficier des retombées du marché régional en offrant un réel débouché maritime aux nouveaux Etats.
La Coopération économique pour la Mer Noire (CEMN), créée en 1992, et inspirée par la Turquie regroupe onze Etats qui vont de l'Albanie à l'Asie centrale. Elle est devenue une organisation régionale en 1998 et son évolution peut être considérée comme un succès politique pour la stabilité de la région. Cependant les

antagonismes et les conflits latents entre Etats membres sont éludés. Le volet sur la sécurité que le président ukrainien a tenté de mettre en place a été repoussé lors du sommet de 1998.

L'Asie centrale et la Transcaucasie sont de nouveau une des pierres angulaires de l'équilibre géopolitique de l'Eurasie. Les guerres d'influence que se livrent indirectement la Russie et les Etats – Unis témoignent de cet état de fait. La configuration nouvelle (avec une multiplicité de « jeunes » Etats – nations, partenaires de relations bilatérales), n'est pas un gage de stabilité : la « compétition islamique » que se livrent Chiites iraniens et Sunnites pakistanais et turcs, les conflits sanglants au Tadjikistan, en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan, l'enclavement des ressources pétrolières et gazières, l'instabilité des républiques méridionales de la Russie sont autant d'exemples de la complexité de ces régions.
Les anciennes routes de la soie qui ont longtemps fait la richesse de l'Asie restent cependant une région au fort potentiel énergétique et commercial.

❖❖❖

Le Moyen – Orient, enjeu de toutes les ambitions et les craintes.

Si les acteurs sont pour la plupart différents, une complexité similaire se retrouve dans cette région qui mobilise les diplomaties occidentales depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.
Le Moyen – Orient s'étend des détroits turcs à la pointe Sud – Est de l'Arabie Saoudite et de la vallée du Nil aux confins de l'Afghanistan. Il concentre un échantillon de tous les différends possibles, avivés par la manne pétrolière que l'on estime aux trois quarts des réserves mondiales.

La diversité des religions est le premier élément d'analyse de cette région.
Ainsi, l'islam majoritaire à quatre vint douze pour-cent est l'objet de rivalités exacerbées entre les Chiites et les Sunnites qui s'excluent mutuellement. Si la révolution iranienne a pu espérer exporter son modèle politique et religieux à

l'ensemble du monde musulman, il semble aujourd'hui que Téhéran, à la recherche d'une « respectabilité » vis à vis de la communauté internationale, ait adopté une ligne de conduite plus réservée.

Les chrétiens moins nombreux sont plus divisés. Leurs appartenances, groupées sous le vocable d'Eglises orientales, peuvent être classées en trois groupes : le patriarcat orthodoxe de Constantinople, les Eglises détachées de l'Eglise orthodoxe (Eglise arménienne, Eglise maronite) et les Uniates rattachés à Rome. Enfin on trouve les israélites regroupés essentiellement dans l'Etat d'Israël. Cette diversité se retrouve également dans les peuples qui sont au nombre de cinq : les Arabes (cent treize millions), les Turcs (soixante millions), les Persans (vingt huit millions) les Kurdes (vingt et un millions) et les Juifs (quatre millions) auxquels il faudrait ajouter la diaspora arménienne (cinq cent mille) dont la majorité se trouve en Syrie et au Liban.

Cette diversité ethnique et religieuse a été la source de conflits connus et demeure un motif sérieux d'instabilité dans la mesure où les Etats couvrent mal les entités ethniques et les divisions religieuses.

Les ressources pétrolières et la position géographique du Moyen – Orient en font le « cœur énergétique » de la planète mais aussi un carrefour essentiel de routes commerciales.

Objet de toute l'attention des puissances occidentales et notamment des Etats – Unis, cette région est considérée comme stratégique pour l'approvisionnement en hydrocarbures des Etats industrialisés. Aussi, toute évolution régionale se fait sous le contrôle américain. Le règlement de la question de l'existence et de la reconnaissance de l'Etat hébreu ainsi que l'entrée dans l'ère des successions inaugurée par la mort du roi Hussein de Jordanie ont provoqué un glissement des préoccupations stratégiques : la crainte d'un conflit israélo - arabe s'éloignant, les questions de politique intérieure et les risques de la prolifération nucléaire (avec l'exemple du Pakistan et de l'Irak) sont désormais sur le devant de la scène.

Il convient de souligner l'emprise américaine sur la sécurité des pétromonarchies avec le conflit entretenu en Irak. Les inquiétudes entretenues sur les activités de Saddam Hussein font taire les réserves sur le « parapluie » américain qui ne laisse pas de place à d'autres politiques.

Les crises du Moyen – Orient, évoquées comme une malédiction qui condamnerait la région à une instabilité chronique, relèvent en fait d'un système maîtrisé. Si l'on

excepte les « perturbateurs » comme le dirigeant irakien, les objectifs des différents Etats sont clairs et les crises, si elles ne trouvent pas de solution, sont circonscrites afin de ne pas entraîner de conflit de grande ampleur. Aucun Etat n'est prêt à voir apparaître de nouveaux acteurs étatiques sur la scène régionale. Les contentieux frontaliers existent certes (Arabie saoudite et Yémen, Yémen et Erythrée, Qatar et Bahreïn, Emirats et Iran, Syrie et Israël, Irak et Koweït, Syrie et Turquie) mais un équilibre s'établit au cœur même des crises. L'ordre régional connaît depuis quelques années une recomposition en trois axes dissymétriques : l'axe turco – israélien, l'axe, beaucoup plus faible, irano – syrien, enfin la « nébuleuse » des Etats arabes sunnites.

Le Moyen – Orient semble donc engagé sur la voie d'une relative stabilité. Toutefois l'équilibre reste fragile entre des Etats qui ne bénéficient pas tous de la rente pétrolière et dont la situation économique et sociale reste précaire. L'eau constitue dans ce cadre, un enjeu particulièrement important. La concentration d'outils de défense entraînés et modernes demeure une préoccupation importante.

❖❖❖

Les Balkans, éternel théâtre de conflits ?

Les Balkans sont un espace moins défini par la géographie (la chaîne des Balkans se trouve seulement en Bulgarie) que déterminé par l'histoire. L'Empire byzantin y laissa une religion, le dogme chrétien orthodoxe, dont le chef suprême est toujours le patriarche de Constantinople ; puis à partir du XIV^{e} siècle, l'Empire ottoman propagea l'islam et constitua une barrière coupant cette région pendant cinq siècles du reste de l'Europe et de son évolution. Les Balkans tels qu'ils sont définis par monsieur Yves Lacoste, regroupent la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie[6].

Pour comprendre la situation présente, l'Histoire apporte un éclairage intéressant sur les raisons de l'imbroglio ethnique et religieux. Les Balkans s'arrêtent là où cesse l'influence de l'Eglise orthodoxe, limite sur laquelle se superposent pratiquement les

frontières de l'Empire ottoman dans les zones qu'il a le plus longtemps maintenues sous sa domination. Or la politique de peuplement des Empires byzantin et ottoman, ou tout simplement les possibilités de migration offertes par l'unification de l'espace balkanique, entraîna un mélange continu des populations. Si l'on ajoute à cela la définition exclusivement religieuse des communautés dans l'Empire ottoman, liée à l'unicité de l'islam balkanique, et l'omniprésence de l'orthodoxie dirigée à partir de Constantinople, on comprend pourquoi l'irruption des nationalismes dans les Balkans à partir du XIX^{e} siècle contribua à créer des situations inextricables. Alors qu'en Europe occidentale, le processus de formation d'Etat - nation avait duré un millénaire, dans les Balkans, il fut pratiquement imposé en quelques décennies par les puissances occidentales qui « taillèrent au sabre » dans les millets ottomans des nations sur mesure. Les frustrations induites furent à l'origine des deux guerres balkaniques qui précédèrent la première guerre mondiale. Les deux conflits mondiaux provoquèrent eux aussi une modification des frontières dictée par l'appartenance au camp des vainqueurs ou des vaincus. Placés sous l'implacable contrainte de l'ordre bipolaire, les nationalismes des Balkans se sont réveillés avec l'effondrement de l'URSS. Il ne s'agit pas là d'une remise en cause des accords de la seconde guerre mondiale mais des traités qui ont suivi la première guerre mondiale.

L'héritage ottoman ne peut à lui seul expliquer la situation actuelle dans les Balkans. Une des lignes avancées de la guerre froide se trouvait également dans cette région partagée entre les deux blocs. La Grèce et la Turquie constituaient en effet les avant – postes de l'Alliance atlantique, chargés d'endiguer le communisme.

Il en résulta pour la Grèce un complexe d'encerclement qui trouve ses racines dans l'accession à l'indépendance en 1830 et dans la politique dite de la « Grande idée » qui visait à étendre le pays à toutes les implantations hellènes. Mais tout au long du vingtième siècle, l'espace hellénique ne cesse de se rétrécir, ces populations retournant par vagues successives en Grèce. Ce complexe se transforma en un nationalisme ombrageux vis à vis des deux ennemis héréditaires : les Turcs et les Slaves. Les conflits latents entre la Grèce et la Turquie (Chypre, Mer Egée), trouvent un début d'explication dans ce phénomène. L'éclatement de la Yougoslavie provoqua un réveil du nationalisme savamment entretenu par les politiciens grecs notamment à propos de la Macédoine.

[6] dictionnaire de géopolitique, Flammarion, 1995, page 245

Les Balkans représentent donc pour la Turquie en raison du conflit qui l'oppose à la Grèce et de l'instabilité chronique de cette région, une préoccupation majeure pour sa politique extérieure.

La compréhension de l'environnement géopolitique est essentielle pour mesurer les enjeux et les défis qui se présentent à la Turquie et par voie de conséquence à l'Union Européenne. Celle – ci ne peut rester indifférente ni aux évolutions du « centre névralgique » du continent eurasiatique ni aux menaces qui pèsent sur le réservoir du Moyen – Orient qui demeure sa principale source d'approvisionnement en pétrole. Par ailleurs, l'Europe – si elle a les ambitions qu'on veut bien lui prêter – ne peut pas laisser les Etats – Unis et la Russie mener leurs politiques d'influence dans des régions qui sont à sa frontière. Elle est en mesure de proposer une troisième voie respectueuse des souverainetés et des spécificités locales, capable d'apporter la paix et la stabilité.

❖❖❖

22/ Les défis géostratégiques de la Turquie.

Située au carrefour des trois régions précédemment étudiées, la Turquie représente un pont ou un barrage entre l'Europe et l'Asie. Son système politique, unique dans le monde musulman, constitue un atout de taille dans cette optique. Son importance stratégique apparaît dans sa géographie, son potentiel stabilisateur vis à vis de l'Asie centrale, mais aussi sa capacité à projeter dans les Balkans et au Moyen – Orient une instabilité durable.

❖❖❖

Les atouts de la géographie turque.

Les caractéristiques de sa géographie humaine et physique lui confèrent une palette de possibilités d'actions politiques étendue. En effet, le contrôle des détroits du

Bosphore et des Dardanelles lui permet d'exercer sur tout le trafic maritime de la Mer Noire une surveillance voire des pressions. Sa façade méditerranéenne représente pour l'Asie centrale et la Transcaucasie une solution pour le désenclavement du commerce et des hydrocarbures. Ces verrous et ces charnières peuvent également constituer une barrière hermétique ou au contraire un vecteur aux courants d'idées que la société turque est à même de véhiculer en raison de ses liens traditionnels avec les populations voisines.

La Turquie est également pour les Etats – Unis une plate – forme particulièrement intéressante pour la projection de puissance : que ce soit pour la guerre du Golfe ou pour la crise irakienne, les Américains ont pu utiliser les bases aériennes à partir desquelles ils ont pu mener leurs actions en territoire irakien.

Enfin, les hauts plateaux d'Anatolie et d'Arménie sont un véritable château d'eau dont dépend une partie du Moyen – Orient.

La Turquie est donc en mesure – au gré de ses intérêts ou de ceux des Américains – d'être un lieu d'échanges et de transit ou de se transformer en un barrage, source de conflits. La guerre Iran – Irak a été ainsi une source de grands profits : point de passage obligé du transport routier venant d'Europe vers les belligérants, elle était également le débouché en Méditerranée du pétrole irakien par l'oléoduc de Yumurtalik. Cette dualité offerte par la géographie et l'histoire se retrouve dans sa politique extérieure.

❖❖❖

Le réalisme stabilisateur de la Turquie en Asie centrale et en Transcaucasie.

Jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique, le régime d'Ankara s'était abstenu de marquer un intérêt soutenu pour l'Asie centrale. La notion de monde turc et le « feu sacré du panturquisme » n'ont jamais disparu du champ idéologique turc mais ils étaient écartés de la scène politique. La conception nationale et territoriale d'Ataturk s'est en effet, depuis ses origines, toujours opposée à une quelconque volonté d'irrédentisme. L'idée d'une union des Turcs n'était exclusivement soutenue que par une extrême droite ultra – nationaliste. A partir de 1990, date de la proclamation d'indépendance des nouvelles républiques d'Asie, Ankara a fait preuve d'une grande

maturité (après quelques illusions) qui lui assure une autorité morale et un certain prestige dans la région.

Les liens culturels qui unissent ces entités étatiques de part et d'autre de la Mer Caspienne sont très forts. Les peuples d'Asie centrale sont tous d'origine turque. A l'exception des Tadjiks, les Centre – Asiatiques parlent des langues proches voire similaires du turc moderne, à l'image de l'Azerbaïdjan avec lequel le lien linguistique est très fort. Il est à noter que ces liens ont représenté l'objet de deux tiers des accords signés entre ces Etats et qu'ils semblèrent largement inspirés de la francophonie. Enfin le lien religieux est tout aussi important, le sunnisme étant majoritaire. L'islam est devenu à la suite de la perestroïka le vecteur majeur du nationalisme dans les républiques d'Asie centrale.

Ces liens historiques nourrirent de grandes ambitions pour la Turquie. Malgré la tentation temporaire d'établir son hégémonie (en 1992 avec la création de la CEMN), elle adopta une politique orientée vers la recherche de la stabilité et vers l'intégration des cinq républiques au monde contemporain : après une aide alimentaire et humanitaire significative, elle appuya leur adhésion à l'ONU, à l'OSCE et à l'organisation de la Conférence islamique, favorisa l'adoption de l'alphabet latin, seul alphabet mondial. Ces initiatives politiques, culturelles, économiques se heurtèrent rapidement à des difficultés. Les illusions cédèrent le pas au réalisme : la Turquie n'avait pas les moyens de ses ambitions. La première raison relève du domaine économique : ses faiblesses structurelles ne lui permirent pas d'aller plus loin. En second lieu, les ambitions extérieures furent desservies par une situation politique intérieure catastrophique et par les craintes suscitées par la montée de l'islamisme.

Par ailleurs, les nouvelles républiques d'Asie ne voulaient pas d'un nouveau « grand frère turc » en remplacement de l'ancien « grand frère soviétique » : les projets turcs d'intégration économique se heurtèrent à un refus unanime. Il reste cependant de cette période que le sentiment d'identité culturelle panturque n'est plus marginalisé. D'autre part, la Turquie a pu se prévaloir d'un véritable statut de puissance régionale vis à vis des Occidentaux grâce aux liens établis et aux possibilités d'influencer les événements dans cette région.

La « sagesse » de la politique extérieure turque en Asie centrale s'est prolongée dans la Transcaucasie. Après avoir soutenu l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut – Karabagh, Ankara cherche à normaliser ses relations avec l'Arménie et la Géorgie.

Outre les préoccupations économiques (tracé des oléoducs passant par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Anatolie), la sécurité de ses zones frontalières a motivé ce revirement. Ainsi la position géostratégique de la Turquie, ses affinités historiques et culturelles, son poids économique pourraient lui donner un brillant avenir en Asie centrale et en Transcaucasie où elle continue d'offrir un modèle de démocratie, de laïcité et de développement économique. Elle peut d'autant plus y jouer un rôle d'interlocuteur obligé et d'élément stabilisateur que les autres puissances régionales concernées sont davantage soucieuses de faire passer une idéologie religieuse messianique (Iran) ou d'imposer leur force économique (Etats – Unis et Russie) ou encore leur présence militaire (Russie). Toutefois cette aptitude à favoriser la stabilité est beaucoup plus sujette à caution avec ses autres voisins méridionaux et occidentaux.

❖❖❖

Les conflits potentiels au Moyen – Orient et avec la Grèce.

La politique extérieure au Moyen – Orient et vis à vis de la Grèce est à l'opposée de celle qui prévaut à l'Est. Or les perspectives d'un conflit armé, si elles doivent être relativisées, n'en demeurent pas moins réelles et surtout graves eu égard à l'intensité que ceux - ci pourraient atteindre. L'incapacité et l'embarras des Occidentaux à régler ces différends renforcent leur gravité potentielle.

Le problème kurde et les ressources en eau sont au cœur des relations conflictuelles que la Turquie entretient avec ses voisins méridionaux. Cette question lancinante l'a conduite à exercer une politique audacieuse qui met en péril la stabilité de l'ensemble de la région.
Le traité de Sèvres du 10 août 1920 achève le démembrement de l'Empire ottoman et prévoit la constitution d'un Kurdistan autonome, clause qui ne sera jamais suivie d'effet. Depuis, le peuple kurde est réparti entre la Turquie (entre quatorze et quinze millions), l'Iran (au moins huit millions), l'Irak (environ quatre millions) et la Syrie (un million). Il compte également une importante diaspora en Europe et en Russie. Si la

question kurde n'est plus un sujet de tensions entre l'Irak et la Turquie, il n'en va pas de même avec la Syrie. En effet, Damas est accusé de soutenir le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui est le principal mouvement nationaliste d'opposition au régime turc. Les Syriens expliquent qu'il s'agit d'une réponse au Grand Projet Anatolien (GAP) qui se déroule au Kurdistan turc sur le Tigre et l'Euphrate. La Syrie est en effet largement dépendante de ces fleuves pour son approvisionnement en eau. Elle craint que le débit de 500 m^3 / seconde fixé par un protocole de 1987 ne soit remis en cause par le projet anatolien. La baisse du débit risquerait en outre d'être accompagnée d'une contamination par les eaux de drainage. La Turquie dispose donc d'un moyen de pression sur la Syrie qui réclame la reconnaissance d'un statut international de l'Euphrate. D'autre part, Damas refuse de reconnaître la cession par la France en 1939 des Sandjaks d'Alexandrette et d'Antioche. Cette tension persistante fut illustrée par l'expulsion du dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, qui avait trouvé refuge en Syrie. Cette expulsion fut obtenue par des menaces de guerre dont le succès prouve le poids politique et militaire de la Turquie. Ce dernier est en outre renforcé par l'alliance signée en 1993 et contre toute attente avec Israël. Le rapprochement des deux principales puissances militaires de la région – qui ne sont pas arabes – est lourd d'incertitudes et de craintes notamment de la part de la Syrie qui dénonce ce qu'elle considère comme un encerclement.

Le différend avec la Grèce est potentiellement plus grave dans la mesure où les antagonismes sont particulièrement virulents et où tout règlement semble complexe. Il porte sur l'île de Chypre et la Mer Egée.

A l'origine de la question chypriote, se trouvent la constitution de 1960 qui entérine le clivage entre les populations grecques et turques et la promesse de rattachement de l'île à la Grèce (l'Enosis) consécutive à un référendum douteux. Les affrontements inter - ethniques et les intentions de la junte militaires grecque de réaliser l'Enosis provoquèrent l'intervention militaire turque qui conduisit en 1975 à la proclamation unilatérale et illégale de la République turque du Nord de Chypre. Depuis l'île connaît une situation de crise permanente illustrée par l'arrivée de missiles soviétiques anti – aériens dans la partie grecque en réponse au déploiement de chars T – 80 dans la république turque. Le rapport de forces militaire est largement favorable aux Chypriotes turcs minoritaires avec plus de trente mille hommes et trois cents chars. La Turquie soumet toute solution à son intégration dans l'Union européenne, ce qui

complique singulièrement la situation, car la Grèce, de son côté, s'est opposée longtemps à ce processus. Toutefois l'acceptation de la candidature turque au sommet d'Helsinki en décembre 1999 ne pose plus comme préalable le règlement de cette question, ce qui signifie qu'Athènes a assoupli sa position.

Le problème de la Mer Egée est celui qui pèse le plus sur les relations gréco – turques. Le différend porte sur la délimitation des eaux territoriales, du plateau continental et de l'espace aérien. La Mer Egée représente d'abord une route maritime importante : pour la Grèce, en direction des grandes îles (Lesbos, Chio, Rhodes) ; pour la Turquie, comme élément de l'axe Nord – Sud reliant les Dardanelles à la Méditerranée, et comme voie d'accès à Izmir, le plus grand port de la Mer Egée. Son sous – sol étant riche, Athènes et Ankara s'en disputent l'exploitation dans la zone des eaux internationales. Seul un accord sur leur zone respective d'exploitation économique exclusive leur permettrait d'extraire le pétrole espéré. La Mer Egée représente également un espace aérien décisif : pour la Grèce, c'est un moyen de contrôle du trafic aérien entre le continent et les îles ; pour la Turquie, elle constitue le corridor aérien principal emprunté par les avions civils et une zone d'exercice pour les appareils militaires. L'espoir de découvrir de l'or noir a fait de cette mer l'élément qui dans la conscience populaire et politique pèse le plus dans les relations gréco – turques.

Au travers de ces deux contentieux, Chypre et la Mer Egée, l'enjeu majeur réside dans l'acquisition de la suprématie sur le bassin oriental méditerranéen qu'un discours passionnel et subjectif dramatise dans les deux camps.

La politique extérieure turque est donc conduite à agir dans un environnement géopolitique complexe par la diversité des situations et des acteurs, potentiellement instable en raison des multiples conflits latents, et névralgique du fait des enjeux économiques et politiques.

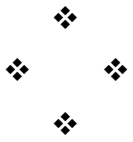
Dans ce cadre, partagée entre la tradition ottomane et la modernité turque, cette politique extérieure se meut avec agilité au gré des opportunités qui s'offrent à elles. Intransigeante et inquiétante par son potentiel militaire, la Turquie reste un pays ambigu.

Son refus de reconnaître le génocide arménien de 1915 peut ainsi être interprété comme le poids de l'héritage ottoman dont elle ne veut pas se détacher.

Son intransigeance en Mer Egée et au Moyen – Orient traduit sans doute une conception passionnelle de sa souveraineté et de sa sécurité.
Mais dans le même temps, elle fait preuve d'une grande maturité en Asie centrale et en Transcaucasie, voire d'un certain esprit de discipline au sein de l'OTAN en appliquant l'embargo irakien qui la prive d'une rente financière non négligeable.
Trois possibilités s'offrent à elle dans un avenir à moyen terme :

- elle s'ancre définitivement à l'Europe, comme semble l'indiquer sa détermination
- elle s'oriente vers le monde turcophone au nom du panturquisme
- soit encore elle décide de « jouer » sur les deux tableaux en bénéficiant de la manne occidentale pour étendre son influence vers l'Orient.

Quoiqu'il en soit, la Turquie demeure un « Etat – pivot » vis à vis duquel l'Europe ne peut éternellement rester étrangère sous peine de voir son influence et son rayonnement sérieusement confinés.



La Turquie est à une période charnière de son histoire. Sa situation intérieure révèle les difficultés qu'elle traverse. La crise identitaire qui la secoue traduit les fractures de sa société. Déchirée entre le laïcisme historique et l'islamisme des laisser pour compte, entre le nationalisme imposé et le réveil des particularismes, elle doit en outre supporter l'impéritie de la classe politique. L'armée tente de préserver un équilibre fragile que la persistance de la crise économique pourrait faire éclater.

Ces défis ne doivent pas occulter les enjeux que représente la Turquie dans une région libérée du joug communiste. Le pétrole et le commerce en sont les manifestations les plus visibles. Mais la stabilité et la promotion du « modèle démocratique » en sont peut – être les plus importants. Monsieur Pierre Béhar établit une similitude entre les destins de l'Allemagne et de la Turquie qui se retrouvent

après l'effondrement de l'Union soviétique, au centre de deux mondes, d'un côté l'Europe, de l'autre un ensemble qui va de Gibraltar à la Chine.

L'avenir de l'Europe pourrait bien dépendre des alliances futures de la Turquie et donc « du côté où elle va tomber ». Il est donc temps d'arrêter la politique méfiante et timorée vis à vis de ce pays pour afficher une attitude déterminée et claire. Il faut agir avant que les Américains n'imposent leur projet. En particulier, il semble nécessaire que l'Europe s'investisse dans le règlement de la question kurde, qui ne manquera pas à moyen ou long terme de s'inspirer de l'exemple palestinien. Certes, le réalisme commande de ne pas occulter les difficultés intérieures turques, mais des adaptations peuvent être apportées au processus d'intégration afin de prendre en compte la spécificité turque.

La reconnaissance de la candidature de la Turquie semble mettre un terme au processus progressif et dangereux de rejet de ce pays. Mais la crise d'identité turque ne renvoie t - elle pas l'Europe à sa propre crise d'identité ? L'Asie mineure et l'Anatolie n'appartiennent pas à l'Europe. Or ce qui est vrai en géographie l'est plus encore en histoire. Dans le passé, l'Europe s'est constituée et pensée comme une forme politique lorsqu'elle a subi deux invasions : celle de Arabes en Espagne et celle des Ottomans dans les Balkans. Dans les deux cas, après un temps plus ou moins long, les Européens ont expulsé leurs envahisseurs, comme ils ont été eux – mêmes renvoyés des pays d'Afrique ou d'Asie qu'ils avaient conquis et parfois peuplés. La question des limites de l'Europe est devenue essentielle pour deux raisons : le sentiment anti - européen se nourrit de l'indétermination. Si l'Europe doit comprendre la Turquie, pourquoi ne comprendrait – elle pas le Maroc, l'Algérie ou la Russie ? Or il ne peut exister de puissance ni de force morale, sans connaissances de ses propres limites. L'enjeu est devenu suffisamment important pour que le problème des frontières européennes soit l'objet d'un véritable débat tenu par les Européens.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Lacoste Yves, « Dictionnaire de géopolitique », 1995

Elmas Hasan, « Turquie – Europe, une relation ambiguë », éditions Syllepse, 1998

Béhar Pierre, « le rôle géostratégique de la Turquie », IRIS, 1995

Billion Didier, « la politique extérieure de la Turquie, 1964 – 1989 »,
thèse de doctorat, université Paris Nord, 1995

OCDE, « la situation de l'économie turque », la Documentation française, 1997

Articles :

Billion Didier, « la Turquie : des illusions au réalisme »,
revue internationale et stratégique, 1995

IHEDN, « l'éternelle question d'Orient », revue Athéna, 1997

« dossier : monde turc, forces et ambitions », revue de géoéconomie, 1999

Uskul Ozlem, « l'affirmation de la laïcité en Turquie : un gage de modernité »
Politique et sécurité internationales, 1999

Vaner Semith, « Turquie : la démocratie ou la mort » politique étrangère, 1998